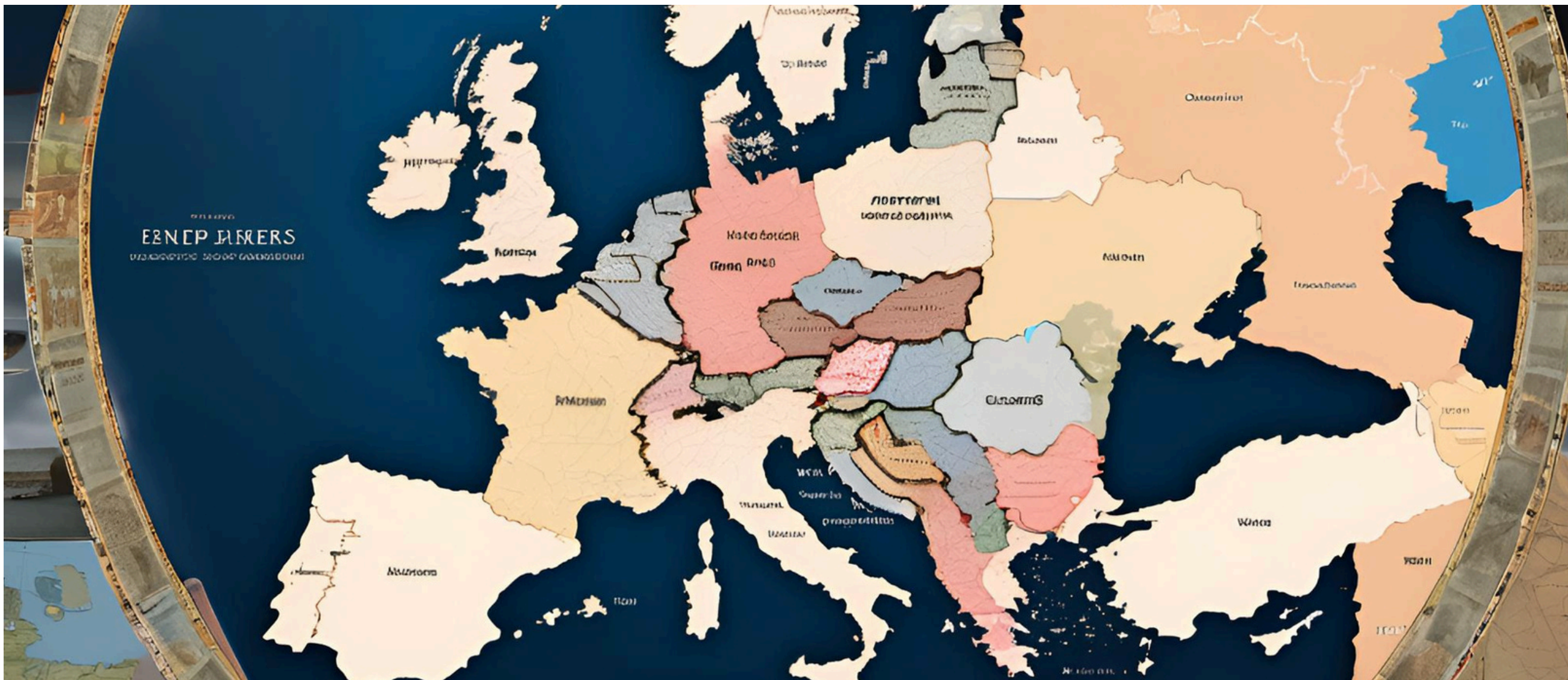




2 DÉCEMBRE 2024

# EUROPE INFO HEBDO



## NOUVELLE COMMISSION, COP29 ET ROUMANIE.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,  
Etienne BONNERUE,  
Edouard GAUDOT,  
Tom LANDFRIED.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## COMMISSION EUROPÉENNE, **HABEMUS LEYEN II**

Habemus Commission! La semaine dernière, en séance plénière le Parlement européen a investi la nouvelle Commission Von der Leyen pour un nouveau mandat jusqu'en 2029. Les cinéphiles observent que les "suites" sont souvent décevantes. La politique, qui tient aussi du spectacle, semble se conformer à cette règle universelle et tacite.

- "Faible mais élargie": c'est une majorité étrange qui soutient "Von der Leyen 2".
  - Avec 370 votes, soit 54%, c'est la plus faible des marges jamais obtenue par un Collège.
    - Loin des 401 votes glanés par la Présidente pour sa reconduction [le 18 juillet](#) à la tête de l'institution.
    - Entre temps, une partie des Verts (qui l'avaient soutenue en juillet) et des Socialistes (qui font pourtant partie du bloc central) ont fait défaut.
  - Plus de 300 députés ont voté contre (282) ou se sont abstenus (36).
    - La Commission est aussi bien plus mal élue qu'en 2019.
- D'un autre côté, ces pertes sont partiellement compensées par le soutien d'une partie de la droite radicale, en particulier du groupe ECR.
  - Sa composante italienne Fratelli d'Italia, peut célébrer l'investiture d'un des siens, Raffaele Fitto, devenu Vice-Président en charge des fonds de cohésion.
  - Au sein du groupe ECR, 33 députés ont voté pour la Commission, y compris le FdI, tandis que 45 ont voté contre, se sont abstenus ou ont voté contre (le détail du vote nominal ici).
- Le mouvement le plus étrange, pour certains observateurs est venu du groupe des Verts.
  - 27 ont voté pour le Collège, alors que 26 ont voté contre, se sont abstenus ou n'ont pas voté.
  - 27 voix qui font toute la différence, et évitent à l'institution la crise d'une Commission invalidée.
    - Ils interrogent sur les contreparties (la nomination de l'ancien Co-Président du groupe auprès de la Présidente) ou des aspirations à faire partie d'une majorité dont ils avaient pourtant été exclus par les 3 autres.
- Le Collège élu a également dû faire face à des divisions au sein des trois principaux groupes centristes, ainsi qu'à des groupes politiques divisés.
  - Cela annonce un chemin difficile pour tout programme, quelle que soit la direction politique qu'il prend.
  - Un vote qui inquiète les observateurs sur les capacités du Parlement à dégager des majorités stables et de la Commission à trouver les bons équilibres politiques dans ses propositions.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

COMMISSION EUROPÉENNE, PARLEMENT EUROPÉEN,

## **TERESA PAS POPULAR**

Il aura manqué aussi à "Von der Leyen 2" l'ensemble des voix du Partido Popular espagnol, pourtant membre de son parti le PPE. C'est la conclusion du psychodrame qui a accompagné les auditions de validation des Commissaires ces dernières semaines. La ministre socialiste espagnole, Teresa Ribera, désignée pour devenir Vice-Présidence en charge de la Concurrence et de la Soutenabilité (cf. [EIH 24/11/24](#) et [bis](#)) a déclenché une opposition particulièrement véhémente venue de l'extrême-droite Vox (Patriots for Europe) qui a fait pression sur le PPE pour obtenir son invalidation.

- Un mélange de coup politique intérieur,
  - une opposition au gouvernement Sanchez dont Ribera était encore membre,
  - et une tentative de couvrir les incuries du gouvernement provincial de Valence dans la gestion de la catastrophique inondation fin octobre.
- Dans cet exercice très codifié, les auditions finissent toujours par une victime sacrificielle, essentielle pour asseoir la légitimité politique du Parlement dans son rôle de contrôle démocratique de la Commission ou des Etats membres un peu encombrants.
  - On se souviendra de Sylvie Goulard en 2019, ou de Rocco Buttiglione en 2004.
    - Pour s'en garantir, les grands groupes ont tendance à "prendre des otages" c'est à dire mettre dans la balance la désignation des autres candidats pour sécuriser les leurs.
  - La leçon de cette séquence, c'est la capacité de l'ECR à avoir gagné le PPE à sa cause :
    - les candidatures du parti de centre-droit n'étaient pas menacées, contrairement à celle de Raffaele Fitto, membre de Fratelli d'Italia (ECR).
- Le pat politique qui a suivi a été rompu par le groupe SD, dirigé par une présidente espagnole (Iratxe Garcia), malgré l'opposition interne, et s'est traduit par un accord tripartite de majorité entre PPE, SD et Renew.
  - Cet accord témoigne d'une nouvelle tendance politique dans l'UE:
    - relâcher le cordon sanitaire autour des partis d'extrême droite dans l'UE, en introduisant ceux qui, comme le FdI, sont prêts à coopérer à Bruxelles.
    - Au sein de l'extrême droite, c'est également une victoire pour ceux qui, comme G. Meloni, pensent que travailler avec l'UE plutôt que contre elle peut faire avancer leur programme politique.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

NOUVELLES TENDANCES POLITIQUES, ROUMANIE,

## TOC TOC

Il y avait déjà eu le cas Syriza, parti de la gauche radicale grecque, arrivé au pouvoir avec Alexis Tsipras en 2015 et retombé dans l'opposition depuis. Sorti de nulle part et membre récent du parti, Stefanos Kasselaki, citoyen grec vivant aux USA, financier, cool et gay, avait gagné la présidence du parti après une campagne totalement virtuelle sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, Kasselakis a été désavoué, le phénomène est retombé et Syriza est même repassé derrière le grand rival socialiste PASOK. On le sait depuis le Brexit, les nouvelles formes de populisme numérique peuvent avoir des conséquences bien plus lourdes que le destin d'un parti d'opposition grec.

- Le premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie a créé la surprise, avec l'ascension spectaculaire de Călin Georgescu (22%), candidat nationaliste d'extrême droite prorusse.
  - Stupeur de même avec le Premier ministre favori de l'élection, Marcel Ciolacu, relayé à la troisième place, juste derrière Elena Lasconi (centriste de USR).
  - Grâce à une campagne axée sur les réseaux sociaux, et particulièrement TikTok, Georgescu a réussi à capter un électorat jeune souvent éloigné des urnes.
    - Ses vidéos virales, associant des scènes dynamiques et des messages patriotiques, ont multiplié sa visibilité et renforcé son impact sur l'électorat.
    - Cette approche, mêlant modernité technologique et discours conservateur, a pris de court les partis traditionnels.
  - Les observateurs, tant en Roumanie qu'à l'étranger, n'ont pleinement saisi cette dynamique que trop tardivement.
    - Rappelons toutefois que les élections européennes de juin 2024 ont vu des candidats acquérir un siège après une campagne menée sur les réseaux sociaux.
- Le succès de C. Georgescu a suscité des préoccupations au sein de l'Union européenne.
  - Plusieurs ONG roumaines ont notamment demandé à la Commission européenne d'ouvrir une enquête sur l'utilisation de TikTok pendant la campagne, en s'interrogeant sur la transparence et la sécurité de cette plateforme dans un processus électoral.
  - L'enquête vise également à valider l'utilisation des plateformes (comme Tiktok) dans le respect du DSA.
    - C'est la première fois que l'UE envisage une telle démarche, soulignant l'importance stratégique de cette élection pour les équilibres européens.
- Cette élection prend notamment une dimension géopolitique majeure car le président de la République roumaine, qui siège au Conseil européen, contrôle notamment les dépenses de défense, ce qui risque de poser des problématiques, particulièrement sur la question du soutien ukrainien.
  - En effet, la Roumanie joue un rôle stratégique dans le conflit,
    - tant pour l'OTAN, dont elle abrite plus de 5000 soldats, que pour le transit des céréales ukrainiennes.
    - Elle partage une frontière de 650 kilomètres avec l'Ukraine et bordée par la mer Noire.
  - Avec un second tour décisif en perspective, les forces pro-européennes doivent rapidement se mobiliser pour contrer la montée de l'extrême droite.
    - En Roumanie, des milliers d'étudiants et de lycéens se sont rassemblés sur la place de l'Université, dans le centre de Bucarest, pour protester contre l'ascension de C. Georgescu.
  - Le second tour des élections le dimanche 8 décembre, suivant les élections législatives, joueront donc un rôle déterminant pour la Roumanie, comme pour la stabilité de l'Union européenne et de l'Otan.



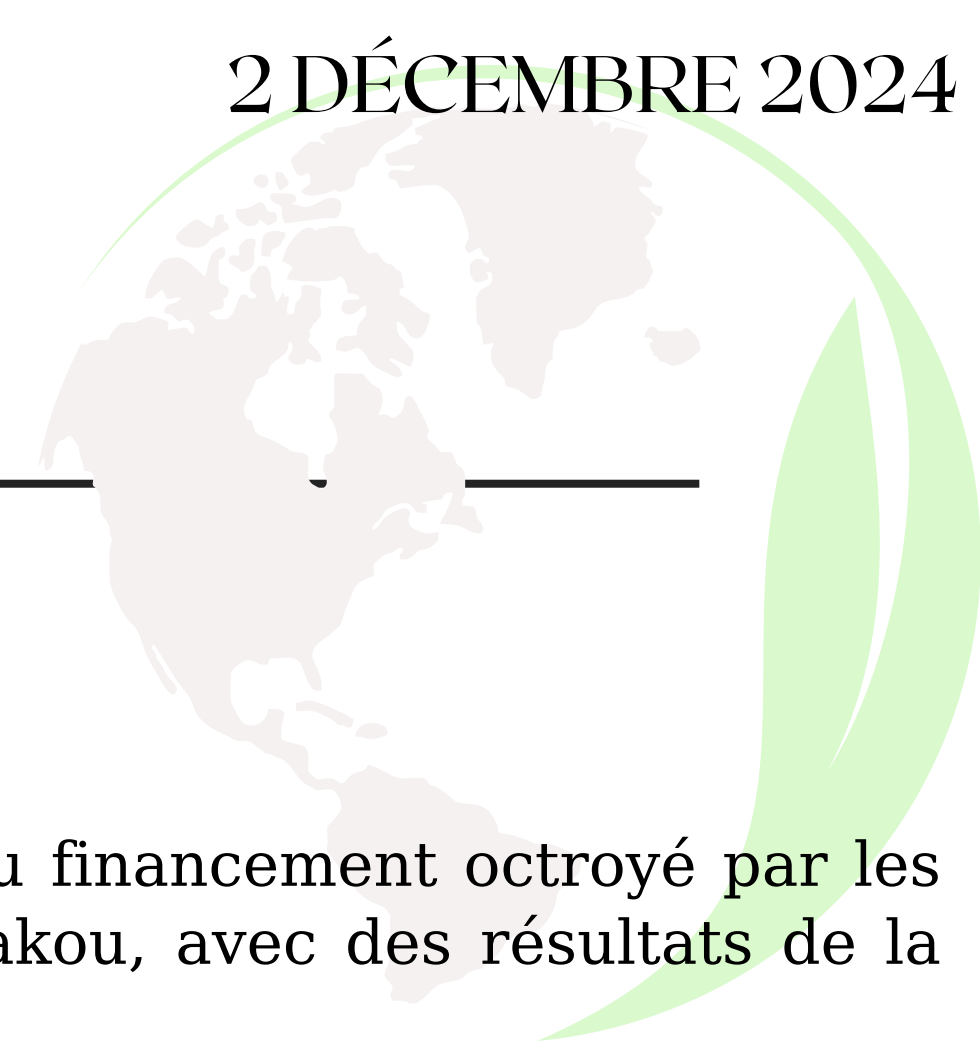
# GREEN DEAL

## DÉFORESTATION, PARLEMENT EUROPÉEN, **GUMP FOREST**

Les nouvelles majorités sur la droite du Parlement n'ont pas seulement de conséquences sur les accords pour valider le Commissaire italien (cf. Plus haut). La convergence critique contre le Green Deal (cf. EIH 29/5/23, 23/6/24) pourrait bien en acter les premiers reculs (cf. EIH 28/7/24). C'est le cas en particulier sur la déforestation importée, où le PPE est accusé de faire cause commune avec l'extrême droite pour affaiblir, voire détruire ce règlement (cf. EIH 17/3/24). Déjà, le Parlement européen a voté mi-novembre pour "assouplir et repousser" l'entrée en vigueur de la loi.

- En juin 2023 (cf. EIH 18/6/23), le règlement visant à lutter contre l'importation de produits issus de la déforestation sur le marché européen était publié au Journal officiel de l'UE.
  - Cependant, en raison de préoccupations exprimées par plusieurs partenaires commerciaux, comme le Brésil, ainsi que par des lobbies, la Commission européenne a proposé de reporter d'un an l'entrée en application du texte.
    - Elle était initialement prévue à la fin de l'année 2024 pour les grandes entreprises et mi-2025 pour les plus petites.
  - Ces groupes soutiennent la révision de certains aspects du règlement sur la déforestation, un texte essentiel du Green Deal adopté au mandat précédent.
    - Le site Contexte en fait le récit détaillé.
- Paradoxalement, c'est du Conseil qu'est venu le salut pour cette législation, puisque les États membres ont refusé de réouvrir la discussion la loi, conclue en octobre dernier.
  - Principalement pour éviter une longue et pénible négociation, en l'absence de nouvel élément.
  - Mais aussi parce que la proposition du PPE d'une clause de "pays à risque nul", n'avait qu'une très faible valeur juridique.
    - Elle a d'ailleurs été abandonnée, depuis.

Cet épisode aura démontré que les politiques hostiles au Green Deal peuvent désormais être majoritaires au Parlement européen. Puisque le PPE semble avoir - au moins en partie - basculé.



COP, PLASTIQUES,  
**COP-CI COP-CA**

Comme à la COP16 sur la biodiversité à Cali, c'est la question du financement octroyé par les pays du Nord aux pays du Sud qui a cristallisé les tensions à Bakou, avec des résultats de la COP29 en demi-teinte.

- Le Monde rappelle le contexte explosif dans lequel s'est tenu la COP29 :
  - élection de Trump qui a affiché sa volonté de sortir de nouveau des accords de Paris,
  - boycott français sur fond tensions diplomatiques avec l'Azerbaïdjan,
  - reconfigurations politiques dans de nombreux pays en 2024 à la faveur d'élections avec des dirigeants moins favorables à la transition verte notamment dans l'UE.
- Du côté des résultats :
  - Euractiv rapporte qu'il a été convenu d'un financement annuel de 300 milliards de dollars pour soutenir la lutte contre le changement climatique.
    - Ce montant marque une avancée par rapport à l'objectif précédent de 100 milliards de dollars, fixé en 2015.
    - Il reste cependant bien en deçà des 1,3 milliards de dollars jugés nécessaires par les experts pour répondre efficacement aux défis climatiques.
  - L'UE s'est félicitée de cette avancée.
    - « La COP29 restera dans les mémoires comme le début d'une nouvelle ère pour le financement climatique », a déclaré Wopke Hoekstra, commissaire européen au climat.
    - Les pays du Sud auraient cependant aimé une contribution plus importante des pays émergents comme la Chine.
- L'échec majeur de cette COP29 réside dans l'absence d'un accord sur des mesures d'action climatique ambitieuses.
  - Les engagements pris lors de la COP28 - tripler les énergies renouvelables et doubler les améliorations d'efficacité énergétique d'ici 2030 - n'ont pas été concrétisés.
  - Ces objectifs, pourtant jugés essentiels pour limiter le réchauffement climatique, n'ont fait l'objet d'aucune mise à jour.
- En revanche, des progrès significatifs ont été réalisés sur les marchés mondiaux du carbone, une priorité clé pour l'Union européenne. La COP29 a vu l'adoption de normes communes pour l'élimination du CO2, permettant aux nations riches de compenser leurs émissions en finançant des projets climatiques dans d'autres pays.



EUROPE  
INFO  
HEBDO

## GREEN DEAL

### POLLUTION, BUSAN, PLASTIQUE, **PLASTIQUE TOQUE**

A peine la COP29 terminée à Bakou sur une note particulièrement décevante, la diplomatie environnementale s'est donnée rendez-vous à Busan en Corée du Sud pour finaliser un traité mondial visant à mettre fin à la pollution plastique (cf. EIH 17/4/23).

- Les chiffres sont accablants. Selon les prévisions, l'utilisation du plastique pourrait tripler d'ici 2060, entraînant une explosion des déchets plastiques, dont plus de la moitié finirait en décharge.
  - Actuellement, moins de 20 % des déchets plastiques sont recyclés, ce qui exacerbe une crise déjà largement reconnue comme une menace pour la santé humaine, la biodiversité et le climat.
  - L'UE a déclaré "la guerre au plastique" depuis au moins 5 ans, maintenant (cf. EIH 26/9/23) avec beaucoup d'ambitions, mais pas toujours suivies d'effets.
    - D'autant que les problèmes majeurs se posent d'abord dans le reste du monde, l'Asie du Sud-Est, en particulier.
- Le Monde souligne ainsi que les positions très éloignées des négociateurs laissent planer le spectre d'un échec. L'un des principaux points de discorde est la nécessité de réduire la production de plastique.
  - Les pays dotés de puissantes industries pétrochimiques, comme l'Arabie saoudite, la Russie et l'Iran, préconisent une approche centrée sur la gestion des déchets, rejetant toute limitation de la production.
  - À l'opposé, une coalition ambitieuse menée par la Norvège et le Rwanda, regroupant plus de 60 pays, appelle à une approche holistique couvrant tout le cycle de vie du plastique.
    - Cette coalition défend des mesures strictes, comme l'interdiction mondiale des plastiques à usage unique et des produits chimiques toxiques.
  - Les États-Unis, l'un des principaux producteurs de plastique, ont récemment exprimé un soutien conditionnel à la limitation de la production.
    - Cependant, l'incertitude plane sur leur engagement à long terme, en raison du potentiel retour de Donald Trump à la présidence, connu pour son soutien aux énergies fossiles.

Outre les divergences politiques, la crise plastique reflète des inégalités mondiales. Alors que les pays industrialisés produisent et consomment la majeure partie des plastiques, ce sont les pays en développement qui en subissent les conséquences les plus graves, avec des infrastructures inadéquates pour gérer ces déchets.